

Un plan d'urgence pour notre santé et pour nos libertés, pas pour les profits !

**moins
de sécuritaire...**



Les organisations du 10^e arrondissement :

**ACORT, ACTIT, ATF, Attac Paris-Centre, UL CGT Paris 10^e, EELV,
Ensemble !, Génération.s X, LDH 10^e-11^e, LFI, NPA, PCF, PCOF, PG**

Un plan d'urgence pour l'hôpital public !

Depuis 9 mois, M. Macron et son gouvernement tournent le dos à une évidence : un virus se combat par une politique de prévention (incluant la gratuité des masques), par la création de lits d'hôpitaux publics, le recrutement de soignant-es, la revalorisation de leurs salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail et une politique de proximité (tests généralisés, recensement des malades, soutiens mutuels).

8000 lits ont été supprimés ces deux dernières années. Les 12500 lits de réanimation annoncés par le ministre de la santé sont des lits existants pouvant être transformés, mais à quel prix ? De nombreux patient-es souffrant d'autres pathologies, parfois graves, se voient refuser l'accès aux soins à l'hôpital.

Nous revendiquons :

- *la gratuité des masques*
- *le maintien de toutes les capacités hospitalières du 10^e arrondissement et la réouverture des urgences à l'Hôtel Dieu*
- *la création de lits dans les hôpitaux et les EHPAD et la réquisition des moyens d'hospitalisation privés*
- *des embauches à hauteur des besoins et des salaires revalorisés*

Nos droits démocratiques, maintenant !

Le gouvernement refuse d'investir dans la santé et les services publics et s'enferme dans une dérive autoritaire. Il fait passer réformes néolibérales et lois autoritaires et liberticides (quasi-interdiction de filmer la police, sur-veillance par les drones avec la « loi de sécurité globale », emprisonnement de trois ans pour les blocages d'établissements universitaires...) en méprisant celles et ceux qui se battent pour des conditions de vie dignes ou, comme les personnels de l'éducation et leurs élèves, pour obtenir de réels moyens.

Il est inacceptable de voir des lycéen-nes pacifiques brutalisé-es, nassé-es et verbalisé-es par la police parce que certain-es dénoncent l'entassement dans les classes, comme au lycée Colbert. Il est inacceptable que des exilé-es sans logement soient évacué-es et frappé-es place de la République.

Nous condamnons fermement les graves atteintes au droit de manifester.

Nous revendiquons :

- *la levée de l'état d'urgence sanitaire et l'annulation des amendes*
- *le droit à manifestation*
- *le retrait de la loi de sécurité globale*

La justice sociale, maintenant !

Le gouvernement accuse le « mauvais » comportement des travailleur-euses et des jeunes, et dédouane les entreprises de leurs responsabilités envers leurs salarié-es. La précarité explose, avec un million de personnes supplémentaires passées sous le seuil de pauvreté depuis le début de la crise. Les femmes et les enfants en-fermé.es avec un homme violent sont également les victimes du gouvernement.

Des milliards sont distribués pour sauver les profits des grandes entreprises et les multinationales, qui n'hésitent pas à licencier en masse, tandis que coopératives, petits commerces et services de proximité périclitent. Ces milliards doivent être, de toute urgence, consacrés à la santé, à l'école, au logement, à la lutte contre la pauvreté !

Nous revendiquons :

- *des embauches à hauteur des besoins dans les services publics*
- *le maintien des emplois notamment dans les entreprises qui ont touché les aides de l'État*
- *la revalorisation des salaires et notamment des premier-es de corvée, la hausse de minima sociaux*
- *l'abandon de la réforme de l'assurance chômage*
- *la baisse des loyers, l'arrêt des expulsions et poursuites pour impayés*

Avec ça, le virus circule toujours ! Aucune restriction de nos libertés fondamentales et démocratiques, aucune dérogation aux droits des salarié-es, aucun état d'urgence permanent ne soignent les malades ou ne sauvent des vies. Ce n'est pas à nous de subir la politique désastreuse du gouvernement, d'autres choix sont possibles en rupture avec la logique du profit. Nous voulons la démocratie et la garantie de pouvoir être soigné-es.

Nos organisations appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours !